LES ECHOS - 2020-04-02
yumpu.com/fr/document/read/63189686/les-echos-2020-04-02

les montants sont revus en conséquence à mesure qu'on avance dans la crise », plaide Laurent Saint-Martin, le rapporteur du Budget (LREM) à l'Assemblée nationale.

Dans le détail, c'est le système de santé qui bénéficie actuellement d'un effort accru. Dans le récent projet de loi de finances rectificative (PLFR), il avait été prévu 2 milliards d'euros en plus pour la sphère sociale. Ce montant devait se partager entre les sommes nécessaires pour financer les arrêts de travail pour les personnes seules gardant leurs enfants ou une personne dépendante, tandis qu'une enveloppe de 860 millions avait été prévue pour l'achat de matériel médical (tests, masques, etc.). Ce mardi, Emmanuel Macron a annoncé que cette somme était revue, passant à 4 milliards d'euros soit 3,1 milliards supplémentaires.

Flambée du prix des masques

« Depuis le PLFR, nous avons annoncé une stratégie d'achat massif de matériel médical. Dans le contexte actuel d'une flambée du prix des masques, avec les Etats-Unis qui essayent de tout rafler, et de tensions sur les coûts de logistique, nous avons préféré mettre sur la table une somme conséquente qui nous permet de voir venir pour plusieurs semaines, voire plusieurs mois », explique-t-on à Bercy. Cette somme servira aussi à financer l'effort massif de dépistage annoncé pour la sortie du confinement.

Au-delà, le gouvernement prépare également une prime spéciale pour

Succès du chômage partiel

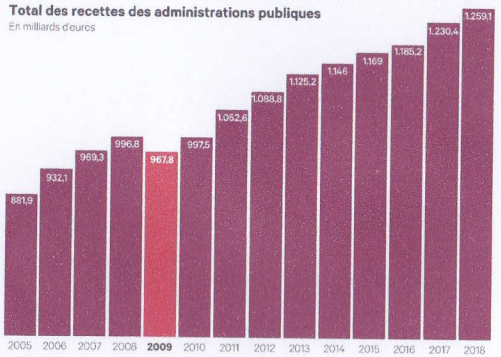
Les dépenses de santé ne sont pas les seules à connaître des hausses. Sur le front économique, le succès du dispositif du chômage partiel ne se dément pas. Ce mercredi, la ministre du Travail a annoncé que celui-ci avait été demandé par 337.000 entreprises pour 3,6 millions de salariés, si bien qu'un salarié sur cinq en France est désormais concerné ! Initialement, le gouvernement avait tablé sur une enveloppe globale de 8,5 milliards sur deux mois, mais dans l'entourage de la ministre du Travail, on évoque désormais 11 milliards sur trois mois. *« Ce n'est pas la dernière fois qu'on actualise ce chiffre »*, prévient une source gouvernementale.

Tous ces chiffres pour la santé et le chômage partiel sont importants. Si le gouvernement avait communiqué sur un plan d'urgence économique de 45 milliards d'euros, en réalité il y avait « seulement » 11,5 milliards d'euros de réelles dépenses nouvelles (santé et chômage partiel donc, ainsi que le fonds de solidarité pour les TPE), le reste étant des mesures de trésorerie pour les entreprises avec des reports de charges fiscales et sociales. Le gouvernement est censé actualiser sa trajectoire budgétaire d'ici à la mi-avril, avec la présentation de son Programme de stabilité européen. Mais Bercy a demandé un délai à la Commission européenne compte tenu du contexte. ■

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Pour vous renseigner, un numéro :
ou encore, une adresse internet :
ou bien, adressez-vous au :
Renvoyez un exemplaire

Total des recettes des administrations publiques

En milliards d'euros



LES ÉCHOS / SOURCE : INSEE

devrait dépasser largement les 10 milliards prévus jusqu'ici.

Pour donner un ordre de grandeur, les recettes de l'Etat lors de la crise de 2009 avaient encaissé une moins-value de 45 milliards d'euros par rapport à la prévision en loi de finances, pour moitié dues à la conjoncture, pour moitié au plan de relance adopté à l'époque.

Si l'ampleur du choc lié à l'épidémie de coronavirus reste difficile à estimer, il risque d'être dans un premier temps plus brutal que celui de la crise financière. *« Cette crise sera la première à être portée par les services, qui avaient par le passé joué un rôle d'amortisseur en période de recul de l'activité »*, observe le président de la commission des Finances du Sénat dans sa note. *« A l'époque, c'est surtout l'impôt sur les sociétés qui avait chuté. Du côté de la consommation, on avait observé une légère inertie »*, rappelle François Ecalle, spécialiste des finances publiques et président de l'association Fipeco.

Consommation effondrée

Cette fois, la TVA devrait accuser une forte chute pendant le confinement, la consommation s'étant effondrée selon l'Insee, même si les estimations pour l'année entière restent difficiles. *« La perte de recettes de TVA pourrait être en partie rattrapée. Mais personne n'est en mesure de dire combien de temps prendra la sortie du confinement et quel sera le comportement des consommateurs à son issue »*, poursuit François Ecalle.

En outre, la baisse des recettes de l'impôt sur le revenu sera plus immédiate qu'il y a dix ans. Car entretemps a été mis en place le prélèvement à la source : c'est un avantage pour les contribuables qui pourront ajuster plus rapidement leur impôt,

La réforme de la taxe d'habitation fragilisée

Officiellement, les baisses

l'horizon de 2023. C'est en tout cas

gouvernement, fin 2017, contre le

Les textes budgétaires de l'automne

celle de 2009, les recettes de TVA